

RAED CHARAFEDDINE

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Merci, Monsieur le Président. Ma présentation s'intitule « La voie du redressement du Liban, surmonter le chaos et construire un avenir meilleur ».

Le Liban est une nation qui a enduré les pires épreuves ces cinq dernières années, l'instabilité politique, l'effondrement économique, les risques sécuritaires et la guerre. Ces événements ont été précédés d'une décennie de turbulences régionales, en particulier les répercussions de la guerre en Syrie. À cela s'ajoutent les préoccupations actuelles suscitées par le nouveau régime syrien. Par ailleurs, la situation difficile des finances publiques, le déficit budgétaire, la détérioration de la dette publique et le défaut de paiement ont fait peser un fardeau immense. Le Liban a subi une succession de tragédies et d'épreuves. La crise économique et financière sans précédent, les troubles socio-économiques et politiques, les conséquences de la pandémie de Covid, l'explosion catastrophique du port de Beyrouth et les récentes atrocités israéliennes ont une fois encore éprouvé les limites de l'endurance de la nation. Pourtant, au beau milieu de ce chaos persistant, du traumatisme de la destruction, des déplacements de population et des pertes, le peuple libanais continue de faire preuve d'une résilience et d'une force extraordinaires, se rassemblant au-delà des clivages.

Premièrement, la gouvernance : une voie vers la stabilité et la prospérité pour le Liban

La stabilité et le redressement futurs du Liban passent par une refonte complète de ses systèmes de gouvernance et d'administration. Cette réforme doit être guidée par une vision stratégique claire et des actions volontaristes visant à refaçonner les institutions politiques et administratives du Liban pour les rendre fonctionnelles, efficaces, transparentes et responsables pour tous les citoyens. Les étapes cruciales sont les suivantes :

1. Élire un président rassembleur pour renforcer les institutions constitutionnelles ;
2. Former un gouvernement compétent et indépendant ;
3. Restructurer les institutions publiques et la fonction publique ;
4. Promouvoir la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption ;
5. Tirer parti des technologies et s'engager dans la transformation numérique pour une gouvernance efficace et ;
6. Établir des objectifs stratégiques pour une croissance durable.

Deuxièmement, une nation en ruines

Selon les données des Nations unies datant du 14 novembre, plus de 30 villes et villages situés à la frontière ont été attaqués par les Israéliens, et plus de 12 % des bâtiments ont été endommagés ou détruits. Selon les estimations de la Banque mondiale, les pertes en

infrastructures s'élèvent à elles seules à 8,5 milliards de dollars, soit plus de 47 % du PIB du Liban en 2023. Aux destructions s'ajoutent les déplacements de plus de 1,2 million de personnes, soit plus de 20 % de la population, ce qui aggrave la situation humanitaire déjà désastreuse du Liban, de nombreuses personnes étant confrontées à un avenir incertain dans un pays en proie à la plus grande crise mondiale de réfugiés par habitant.

L'économie libanaise, déjà affaiblie par des années d'instabilité politique et l'effondrement de son système bancaire, doit aujourd'hui faire face à de nouvelles difficultés. Les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent l'épine dorsale de l'économie, ont tout particulièrement souffert. Selon les prévisions, le taux de chômage devrait dépasser 32,6 % d'ici fin 2024. Les secteurs de l'agriculture, du commerce et du tourisme sont en grande partie sinistrés. Le secteur du logement a subi des pertes dévastatrices s'élevant à 3,4 milliards de dollars, avec plus de 100 000 logements détruits ou gravement endommagés. Par ailleurs, des secteurs cruciaux tels que l'éducation, la santé et l'environnement ont enregistré des pertes s'élevant à au moins 5,1 milliards de dollars.

À ces défis s'ajoute la pression exercée par la crise actuelle des réfugiés syriens. Le Liban accueille le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, avec environ 1,5 million de Syriens cherchant refuge à l'intérieur de ses frontières.

Cette situation exacerbe une grave contraction économique, avec une chute du PIB réel de 34 % depuis 2019. Plus de 80 % de la population vit déjà sous le seuil de pauvreté, et cette situation devrait encore s'aggraver, ce qui risque d'engendrer une recrudescence des troubles sociaux et une vulnérabilité accrue dans l'ensemble du pays.

Quant à la crise financière, la banque centrale libanaise a déjà puisé dans ses réserves de devises étrangères à hauteur de plus de 400 millions pour le seul mois d'octobre afin de stabiliser la livre libanaise. Ces réserves ne s'élèvent plus désormais qu'à 10,3 milliards de livres et les retraits continus des dépôts en dollars devraient peser encore davantage sur les finances du pays.

Troisièmement, la reconstruction : la voie vers un développement productif et durable

La reconstruction au Liban doit aller bien au-delà de la simple reconstruction à l'identique de ce qui a été détruit ; c'est une occasion unique de repenser l'approche du développement du pays, en se concentrant non seulement sur la restauration des infrastructures, mais aussi sur la création d'un avenir durable et résilient. Ce processus demandera des ressources durables, du temps et de la volonté politique. La priorité absolue devrait être la reconstruction des infrastructures essentielles dévastées par Israël, notamment les routes, les ponts, les écoles et les hôpitaux.

Le Liban doit investir dans la modernisation de son réseau énergétique et se tourner vers des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Par ailleurs, il est impératif de renforcer le système de santé et la protection sociale.

La crise actuelle peut être une chance de passer d'un modèle rentier à une économie plus productive portée par l'innovation, la technologie et la durabilité. Au-delà des réformes nationales, le Liban doit s'employer à mettre en place des partenariats régionaux et internationaux pour soutenir son redressement économique.

Quatrièmement, les piliers de la reconstruction de l'avenir du Liban

Ce processus doit s'inscrire dans une approche globale et visionnaire soucieuse de tirer les leçons du passé tout en capitalisant sur les forces et les avantages comparatifs du Liban. Le passage d'une économie de services dominante à une économie plus diversifiée implique de créer des synergies entre le secteur des services d'une part et les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et de la connaissance d'autre part. Les piliers de la transformation structurelle suivants sont à prendre en considération :

1. Investir dans les petites et moyennes entreprises libanaises et dans l'entrepreneuriat social dans le cadre d'une collaboration régionale et mondiale ;
2. Dynamiser l'industrialisation et l'économie de la connaissance ;
3. Réformer le secteur bancaire libanais et le cadre macroéconomique ;
4. Renforcer le rôle de la microfinance et l'autonomisation des femmes et ;
5. Soutenir la réconciliation nationale et la cohésion sociale pour panser les plaies.

En conclusion, la voie du redressement du Liban s'annonce indéniablement périlleuse, mais la résilience et la détermination de son peuple sont porteuses d'espoir, même si la destruction causée par la guerre israélienne, en réalité des atrocités, a laissé des cicatrices durables. La véritable force du Liban réside dans ses citoyens, leur esprit inébranlable, leur ingéniosité et leur détermination à surmonter l'adversité. Si le Liban se donne pour priorités la réforme de la gouvernance, la revitalisation économique et la réconciliation sociale, le pays pourra se reconstruire et en ressortir plus fort, plus uni et plus prospère que jamais.